

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 1 OCTOBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Le PS = père fouettard
- 2) « Faut pas te crisper »
- 3) Invitation à pleurer dans les chaumières...
- 4) Rafale de hausses !
- 5) Péage pour le périphérique parisien
- 6) Le monde ne tourne pas rond...



G.Diez La Presse en Revue

I) A l'Assemblée, le PS sanctionne les députés frondeurs



Le député PS Christian Paul, le 16 septembre 2014 à l'Assemblée nationale. (MAXPPP)

Les punitions tombent. Deux semaines après le refus de 31 députés PS d'accorder leur confiance à Manuel Valls, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a décidé de prendre des sanctions contre plusieurs d'entre eux. Selon les informations du Lab d'Europe 1, sept députés frondeurs ont ainsi été exclus des commissions auxquelles ils appartenaient, pour être "mutés" de force dans d'autres commissions.

Fanélie Carrey-Conte, Linda Gourjade, Christian Paul, Barbara Romagnan et Gérard Sebaoun sont ainsi exclus de la commission des Affaires sociales. Philippe Noguès doit quitter la commission du Développement durable, et Jean-Pierre Blazy est prié de quitter la commission des Lois.

Des mutations qui ne doivent rien au hasard

"Ces changements ne doivent rien au hasard", souligne Le Lab, qui rappelle que "les prochains mois à l'Assemblée vont être fortement marqués par les débats sur le budget 2015 et sur le budget de la Sécurité sociale. Or, la commission des Affaires sociales, où est discuté le budget de la Sécu, est celle où les frondeurs se sont faits le plus entendre par le passé". Concrètement, ces députés PS contestataires risquaient désormais de mettre en échec le rapporteur du projet de loi, qui défend la ligne du gouvernement.

"La méthode est détestable", grince toutefois la présidente PS de la commission des Affaires sociales, Catherine Lemorton, interrogée par Le Monde. "Je savais qu'il y aurait des changements, mais de là à le faire ainsi sans concertation !" ajoute-t-elle, précisant avoir été informée par un simple SMS.

"On ne règle pas au groupe socialiste des problèmes politiques par une purge, déplore l'un des frondeurs sanctionnés, le député nivernais Christian Paul. Nous [les frondeurs] ne sommes pas favorables à la remise en cause des prestations familiales, comme la prime naissance ou la réduction du congé parental. Donc sortir de la commission des Affaires sociales des parlementaires qui défendent cette position serait une très mauvaise chose."

II) "Faut pas se crisper", conseille Martine Aubry à Manuel Valls

La maire PS de Lille énumère ses propositions au gouvernement pour infléchir la politique économique et demande à Thomas Thévenoud de quitter son poste de député. La maire PS de Lille énumère ses propositions au gouvernement pour infléchir la politique économique et demande à Thomas Thévenoud de quitter son poste de député.

Martine Aubry, la maire socialiste de Lille (Nord), est venue répéter devant les journalistes, lundi 8 septembre, ce qu'elle pense du gouvernement Valls 2 : "Il n'est pas trop tard pour réussir le quinquennat, tout le monde a pris ça comme une insulte, non ! Moi je le dis parce que je le pense." Elle ajoute : "Je préfère ça plutôt que tous les élus qui devant font des grands sourires et derrière disent 'oh là là c'est foutu !' Eh ben non, moi je ne crois pas que c'est foutu."

Martine Aubry avait déclaré dimanche qu'elle allait faire des propositions pour infléchir la politique économique "dans les semaines qui viennent", afin que "la croissance revienne". Lundi, elle a réitéré son appel à Manuel Valls à ne "pas se crisper", et tenté de calmer le jeu, au lendemain d'échanges entre l'ancienne première secrétaire du PS et le Premier ministre, au sujet de la politique économique du gouvernement. "Je dis à Manuel, très simplement : faut pas se crisper. Pourquoi d'ailleurs se crisper, il faut simplement discuter", a-t-elle déclaré, estimant que ses propos avaient peut-être été "mal compris".

Thomas Thévenoud "doit démissionner"

"Rééquilibrer." Martine Aubry reprend le terme et s'explique : "Rééquilibrer ne signifie pas abandonner les objectifs du gouvernement, ça signifie simplement qu'il faut essayer de mieux articuler baisse des déficits et la croissance, la politique de l'offre qui est nécessaire et la politique de demande."

L'élue du PS n'est pas tendre avec l'ex-secrétaire d'Etat Thomas Thévenoud, démissionnaire en raison de problèmes fiscaux. Elle assure que "s'il lui reste un minimum de morale, il aurait dû démissionner" de son poste de député.

III) Hollande : "Il n'y a pas de plan d'économie indolore"



Par Le Nouvel Observateur avec AFP

"Il faut faire des économies et cela a forcément des conséquences", rappelle le chef de l'Etat au lendemain des annonces sur les prestations familiales et alors que la réforme des professions réglementées est fortement contestée.



François Hollande lors de sa conférence de presse à l'Elysée face à 350 journalistes, jeudi 18 septembre 2014. (AFP PHOTO / PATRICK KOVARIK)

François Hollande a souligné, mardi 30 septembre, qu'il n'y avait "pas de plan d'économie qui soit indolore", au lendemain du coup de rabot annoncé par le gouvernement sur les prestations familiales et alors que la réforme des professions réglementées est fortement contestée.

Pour maîtriser les déficits et l'endettement de la France, "il faut faire des économies. C'est ce que nous allons faire en 2015 et cela a forcément des conséquences", a affirmé le président de la République en remettant le prix de l'audace créatrice devant un parterre de patrons à l'Elysée.

Le budget 2015 prévoit un plan de 21 milliards d'économies sur l'Etat, la Sécurité sociale et les collectivités locales. "Si vous n'entendez pas crier, c'est que nous ne faisons pas d'économie. Donc vous voyez, vous entendez", a-t-il reconnu alors que les professionnels libéraux (pharmaciens, huissiers, notaires, médecins...) se sont mis en grève mardi pour protester contre la réforme touchant leurs professions.

“ Il n'y a pas de plan d'économie qui soit indolore. Sinon ça aurait déjà été fait (...) Les économies forcément sont douloureuses, il n'y a aucun secteur qui peut accepter de voir un certain nombre de ses habitudes, parfois de ses financements être remis en cause", a poursuivi

François Hollande.

"Plus de concurrence, plus de sécurité, plus de simplification"

Le chef de l'Etat a souligné la nécessité de faire ces économies "de manière juste, de manière efficace, de manière innovante". "Pendant les cinq années qui ont précédé mon entrée en responsabilité, la dette publique a augmenté de 600 milliards, nous sommes à 2.000 milliards. Donc notre rôle, ça doit être de maîtriser les déficits pour éviter que nous puissions encore augmenter le niveau absolu de la dette même si elle se finance à des taux d'intérêts très bas", a aussi déclaré le chef de l'Etat pour justifier ces mesures.

"Il nous faut améliorer aussi le fonctionnement de notre société" en instaurant "plus de concurrence, plus de sécurité, plus de simplification", a-t-il dit, faisant référence à la "loi croissance".

En marge de ces déclarations, François Hollande a remis ce mardi le prix 2014 de l'audace créatrice au patron de l'entreprise Gorgé, Raphaël Gorgé, spécialisée dans robotique, en particulier dans le domaine de la sécurité.

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Retraite, gaz, chômage. Ce qui change le 1er octobre



Illustration d'une cuisinière à gaz. - DURAND FLORENCE/SIPA

Claire Planchard

Si vous êtes retraités. Pas de revalorisation de votre pension à attendre ce mercredi 1er octobre. Le gouvernement l'a confirmé en septembre en raison du «très faible niveau» de l'inflation enregistré en 2014. Toutefois, si votre pension est inférieure à 1.200 euros par mois, vous bénéficierez d'une prime forfaitaire exceptionnelle de 40 euros, qui doit être versée en janvier-février 2015. Seul le minimum vieillesse (Allocation de solidarité aux personnes âgées) verra son montant relevé chaque mois de 8 euros (de 792 à 800 euros) à partir de mercredi.

Si vous êtes chômeurs indemnisés. Trois nouvelles règles d'indemnisation négociées en mars par les partenaires sociaux entrent en vigueur mercredi. Le système de droits rechargeables va d'abord permettre aux allocataires de rallonger leur durée d'indemnisation en accumulant des droits chaque fois qu'ils retravaillent... sans perdre ceux déjà acquis. Le système d'«activité réduite» permettant de cumuler petits boulots et allocations-chômage est simplifié: les seuils et limites dans le temps sont supprimés, le seul impératif reste que le cumul des deux ne doit pas dépasser le salaire antérieur à la perte d'emploi. Autre changement: une amélioration du mode de calcul de l'allocation des salariés qui ont plusieurs employeurs (assistantes maternelles, employés à domicile...). «En cas de perte de plusieurs de ses emplois, le demandeur d'emploi est plus durablement protégé», assure l'Unédic.

Si votre logement est alimenté au gaz. La Commission de régulation de l'énergie (CRE) l'a

confirmé ce lundi: au 1er octobre, les tarifs réglementés du gaz naturel grimperont en moyenne de 3,9% hors taxes. Dans le détail, pour les foyers chauffés au gaz, la hausse est de 3,8%. Pour ceux qui n'utilisent le gaz que pour la cuisson, elle sera de 1,3%. Et pour ceux qui en font un double usage cuisson et eau chaude elle atteindra 2,4%.

Si vous souhaitez devenir propriétaire d'un logement neuf. Les nouvelles conditions d'accession au PTZ+ (Prêt à taux zéro) annoncées dans le cadre du plan de relance de la construction de logement entrent en vigueur ce 1er octobre. «Les conditions d'attribution et les modalités des prêts à taux zéro pour la primo-accession à la propriété sont revues afin de rééquilibrer l'aide entre les différentes zones géographiques», explique le décret d'application paru le 6 août au journal officiel. «Sont ainsi modifiés les plafonds de ressources, les quotités de prêt, les plafonds d'opération ainsi que les profils de remboursement», avec notamment pour effet de renforcer l'aide et le nombre de bénéficiaires dans les zones rurales (B1, B2 et C)

20minutes.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Feu vert de Paris au péage poids lourds sur le périphérique

Jean Michel Gradt / Journaliste



Le Conseil de Paris a approuvé mardi la mise en place du péage de transit des poids lourds sur le périphérique. - SIPA

Le Conseil de Paris a approuvé mardi la mise en place du péage de transit des poids lourds sur le périphérique. Le Medef Ile-de-France a dénoncé hier l'instauration de cette écotaxe soft qui est prévue pour entrer en vigueur dans les premiers mois de 2015.

Le Medef Ile-de-France a bien poussé les hauts cris, mais en vain. Le Conseil de Paris a approuvé mardi la mise en place du péage de transit des poids lourds sur le périphérique, conformément au dispositif adopté au niveau national par l'Assemblée le 26 juin, en remplacement de l'écotaxe (voir la vidéo).

Cet avis, prévu par le législateur pour les itinéraires locaux soumis à la taxe, n'est pas contraignant, mais "le gouvernement s'est engagé à le respecter", a indiqué le cabinet de la maire de Paris, Anne Hidalgo. Le dispositif fonctionnera à partir de mercredi "à blanc", c'est-à-dire sans que les transporteurs ne soient soumis au paiement à la taxe. Sa mise en oeuvre effective est prévue "dans les tout premiers mois" de 2015, a annoncé récemment le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, au lieu du 1er janvier.

Lundi, le Medef Ile-de-France était monté au créneau pour demander l'abrogation de cette nouvelle taxe, au motif que "les conditions d'adhésion au dispositif de l'écotaxe (ou taxe de transit poids lourd) ne sont pas réunies." Après la pluie de taxes subie depuis 2011 par les entreprises (40 millions d'euros de prélèvements supplémentaires), il s'agit d'un nouveau mauvais coup porté à l'attractivité de la Région Ile-de-France", fustige l'organisation patronale pour qui l'instauration de ce péage "ne fera que détourner les poids lourds vers les autres routes, non taxées".

http://www.dailymotion.com/video/x26eldl_paris-une-ecotaxe-poids-lourds-sur-le-peripherique_news

Péage de transit

Elle va aussi, ajoute le Medef, "entraîner la multiplication des petits véhicules de moins de 3,5 tonnes (non concernés par le dispositif, NDLR) pour les livraisons urbaines, augmentant d'autant les émissions de CO2 et de particules fines à la tonne transportée".

En revanche, aucun problème technique pour percevoir la taxe. Le périphérique est d'ores et déjà équipé des portiques nécessaires pour le repérage des véhicules, cette voie ayant été incluse dès 2011 dans le dispositif "écotaxe", en raison des risques de report de trafic liés à la mise en place de la taxe sur l'A86 et la Francilienne.

Enfin, le Medef dénonce une inégalité territoriale. Selon lui, l'Ile-de-France est la région qui supportera "le taux le plus élevé de toutes les régions, avec le principal réseau taxé qui représente à lui seul la moitié du réseau national", pointe-t-il. Il est vrai qu'à la suite de la révolte des bonnets rouges à l'automne 2012, la Bretagne a été largement épargnée dans le nouveau dispositif : seul l'axe Saint-Lô-Nantes par Rennes subsiste (voir la carte ci-dessus). De là à voir des transporteurs invoquer des distorsions de concurrence.

Quoi qu'il en soit, l'écotaxe a vécu. Le gouvernement Valls a décidé de lui substituer courant 2015 une version soft sous la forme d'un « péage de transit » qui va s'appliquer sur 4.000 kilomètres de routes nationales et locales, celles des grands itinéraires où le trafic poids lourds dépasse les 2.500 véhicules par jour. A raison d'une tarification moyenne de 13 centimes d'euro par kilomètre, il devrait générer une recette brute de 550 à 560 millions d'euros, très loin du 1,15 milliard prévu du temps de feu l'écotaxe.

@ogrady99

lesechos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Le monde ne va pas très bien : basculement de l'histoire ?



C'est une accélération sans précédent de la donne géopolitique mondiale qui vient de s'opérer en quelques mois, poussée en parallèle par de nouveaux événements économiques très alarmants. Tous les voyants sont au rouge, qu'ils soient militaires, politiques, sociaux ou économiques. Prenons cinq minutes pour réfléchir à « l'état du monde ».

Economie : la grande escroquerie ?

La croissance du PIB européen est nulle ou presque. Le chômage augmente, les protections sociales sont amputées, les salaires stagnent ou sont abaissés, la pauvreté augmente, les petites et moyennes entreprises ferment ou licencient, de nombreux gamins des écoles de pays de l'Union partent le ventre vide à l'école pendant que les dirigeants politiques du vieux continent continuent à discuter de la nécessité ou non de continuer les politiques d'austérité budgétaires liées au TSCG (le fameux traité que le « président normal Hollande » promettait de renégocier s'il s'emparait du trône républicain était élu).

C'est donc un effondrement qui s'opère. Celui du modèle social (capitaliste). Pas celui du néo-libéralisme, qui pour sa part, se porte très bien : les marchés financiers sont tout feu-tout-flamme, le système bancaire s'est très bien redressé grâce à l'aide des Etats sommés de couper les vivres à leurs citoyens, l'argent sur les places financières n'a jamais été si bon marché.

Les fonds vautours se jettent sur leurs proies avec délectation, les socio-démocrates d'Europe ont « enfin » compris (?) le TINA néo-libéral menant au dépeçage de ce qu'il reste du modèle social et de la vente massive des structures publiques aux multinationales...



Il faut envisager quand même que les banques européennes peuvent emprunter à 0,05% auprès de la BCE depuis quelques jours : autant dire bénéficiaire de crédits gratuits. L'euro baisse, ce qui est normal, et cela devrait aider les exportateurs, enfin, pour ceux qui arrivent encore à exporter conséquemment. Mais où passe donc tout cet argent emprunté gratuitement par les banques ? Il reste dans les caisses des dites banques. Pour reconstruire leurs marges. Normal, les banques estiment que le risque est trop grand de prêter...et puis de l'argent gratuit, c'est toujours sympathique, surtout si on en joue une partie sur les marchés.

Aucun plan européen de relance de la croissance digne de ce nom à l'horizon, la fermeture des robinets des dépenses publiques est généralisée : la déflation s'est presque invitée dans la zone euro, et lorsqu'elle sera présente, c'est une spirale économique terrifiante qui débutera.

Bon nombre de décideurs politiques en sont conscients. Vont-ils brusquement réagir et contraindre Berlin dans le sens d'une relance d'urgence ? Justement, le plan de relance européen de 300 milliards d'euros est là, encore au stade de discussion, mais de toutes les manières, pour nombre d'observateurs, il ne sera pas suffisant. Se rappeler le plan de sauvetage des seules banques en 2009, qui atteignit alors 1400 milliards d'euros, entre les garanties d'Etats et le cash « prêté », de plus de 400 milliards.

L'assouplissement monétaire américain qui a tenu sous perfusion une bonne partie de la planète en inondant les marchés de dollars de la FED arrive en fin de course avec la politique du « tapering »... il ne reste pas grand chose pour empêcher le paquebot économique européen de couler, et à sa suite...?

Délires politico-militaires au Proche-orient (et ailleurs)

L'Etat islamique, (ou Daesh en arabe, ISIS en anglais) s'est invité dans le grand jeu stratégique (principalement gazier et pétrolier) proche oriental. Le plus étonnant reste la surprise (feinte ?) des médias et des responsables politiques face à ce raz-de-marée djihadiste pourtant connu depuis 2006, en encore plus particulièrement depuis la récupération du printemps syrien avorté — par les dits groupes djihadistes, en 2011.

Djihadiste est un bien grand mot pour qualifier une bande de gangsters barbus aux pratiques dignes d'un autre âge, qui violent, pillent, torturent, assassinent, et tiennent des livres de comptabilité avec une grande habileté : 100 millions de dollars de pétrole rentrent dans les caisses de Daesh chaque mois selon les dernières estimations. Sans parler des fonds récupérés dans les établissements bancaires au fil de leur progression. Une grande partie de ce pétrole de contrebande transite par la Turquie : business is business, personne ne trouve rien à y redire. Face

à ces grand tarés sanguinaires du Daesh, Assad et ses sbires en deviennent presque sympathiques fréquentables : c'est dire.



Des mercenaires « djihadistes » de l'Etat islamique auto-proclamé dans le nord irak, en juin dernier

Obama attaque donc par les airs, aidé de l'Arabie saoudite — qui a pourtant financé ces groupes depuis le début du « printemps syrien ». La monarchie pétrolière accueillera désormais l'armada américaine. Tout le monde semble parfaitement raccord. Même la France, grande amie de la monarchie du Qatar, principale aide, elle aussi, des groupes djihadistes de la région. La même France qui signe des contrats d'armement avec l'Arabie saoudite dans une real politik qui bat son plein, à la limite du clivage pathologique. Enfin, pas entièrement : l'Etat français a augmenté de 43% ses ventes d'armes en 2013. Il n'est pas difficile, au final, de comprendre la stratégie des affaires étrangères menée par Fabius. Plus on fait des démonstrations belliqueuses, plus on vend : quand les affaires vont bien, tout va bien.

En Ukraine, rien de nouveau. Un avion de ligne [bourré de scientifiques néerlandais] abattu par un missile d'origine russe, et personne ne bronche. La Crimée a basculé côté russe. L'est et le sud de l'Ukraine sont en pleine bataille de type old school avec plein de morts dans les deux camps et une population revenue 70 ans en arrière : aucun problème du côté de l'Union. Ah, si, quelques sanctions économiques européennes et américaines à l'encontre de la Russie. Mais qui finira le plus puni dans cette affaire ?

Quant à la bande de Gaza, bombardée pendant un mois et demi, elle compte ses morts et se demande ce qu'il peut bien encore arriver de pire. La Centrafrique continue de s'auto-massacrer allègrement (discrètement), le Mali est en sursis, la Libye part en quenouilles, la RDC et ses rebelles qui mutilent, violent, assassinent, n'intéresse toujours personne de bien intentionné... Les foyers de violence, de déstructuration des Etats sont si nombreux, qu'ils en donnent le tournis.

Un virus (très mortel) qui décime les Africains : a brave new world...



E b o l a est une super saloperie une maladie, hyper angoissante. Si ce virus touchait l'occident, il est

certain que des moyens colossaux seraient mis en œuvre pour l'éradiquer. Mais, sur le continent noir, on fait comme si l'épidémie n'était pas si importante que ça, avec des moyens étrangers très réduits, laissant les Etats concernés se débrouiller par eux mêmes, avec des moyens totalement ridicules. Tout en criant au loup via l'OMS, parce que faire peur, c'est quand même à la mode, et toujours une bonne manière de faire faire le dos rond aux citoyens ?

L'aide apportée aux populations africaines est totalement sous-dimensionnée et ne correspond en aucune manière à la gravité de la situation. Certains en viennent à crier au complot, d'autres à un scandale unique dans l'histoire des épidémies : il n'en reste pas moins que les citoyens des pays concernés vivent une situation terrifiante, digne d'un film catastrophe, dans une quasi indifférence. Y-a-t-il un plan mondial pour sauver l'Afrique d'Ebola ? Non. Il faudra expliquer un jour pourquoi — si rien de plus n'est mis en œuvre au niveau international.

Pays riche(s) en perte de puissance

Si la France n'est pas touchée par les horreurs de la guerre et des épidémies en cours dans plusieurs parties du globe, elle n'en reste pas moins un pays à la population très déprimée et en colère. Une sensation d'écroulement social, économique, politique, voire culturel, partagée par le plus grand nombre. Avec, au delà de la sensation, une partie grandissante de la population française qui souffre véritablement : les inégalités progressent, les problèmes de logement, d'accès au travail rémunéré, aux soins, s'accroissent.



Face à cette situation, le couple exécutif Hollande-Valls entretient un statu-quo terriblement destructeur, composé de reniements électoraux doublés d'un adoubement saisissant aux puissances de l'argent. Les deux compères ne cachent même plus leur adéquation au modèle européen actuel de paupérisation des peuples, soumis au règne des méta-entreprises dont le chiffre d'affaire supérieur au PIB de certaines nations leur permet d'imposer leurs propres règles. Les masques sont véritablement tombés, la corruption des partis de gouvernement est désormais avérée, et elle n'est pas seulement financière, mais aussi— et surtout, idéologique. Un boulevard pourrait s'ouvrir au parti d'extrême droite dirigé par Marine Le Pen, à moins que...?

Redistribution des cartes

Le survol des grands événements de cette année, à l'échelle planétaire, s'ils sont replacés dans un contexte historique long, amène une réflexion sur une « redistribution des cartes » en cours. Les grandes nations, ex-empires coloniaux, ne sont plus en mesure d'assurer leur rôle de leaders mondiaux. Leurs économies s'effondrent lentement mais sûrement, la super-puissance américaine s'essouffle et démontre qu'elle n'est plus en mesure de conserver son statut d'antan. La Chine, l'Inde, la Russie ne craignent plus d'affirmer leurs progressions à tous les niveaux : technologique, économique, politique. La grande illusion d'un monde apaisé, ayant comme modèle la société occidentale, le respect des droits de l'homme s'est dissipée : les nations dominantes sont celles qui écrasent les autres dans une compétition économique sans règles, où le plus fort l'emporte.

progression sans faille. Le tout dominé par les seuls vraies super-puissances du XXIème siècle : les multinationales et les marchés financiers.

reflets.info

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU

LA DELOCALISATION

**UN MARCHÉ DE MILLIARD DE CONSOMMATEURS
OÙ LES TRAVAILLEURS SONT EXPLOITÉS, MALTRAITÉS
ET VIVENT DANS DES CONDITIONS AFFREUSES,
DANS DES PAYS OÙ LES LIBERTÉS FONDAMENTALES NE SONT PAS RESPECTÉES.
MAIS IL NE FAUT PAS TROP EN PARLER CAR IL A DES MILLIARDS DE PROFITS**

Cette année a démontré le probable « grand basculement » en cours, vers un monde profondément multilatéral, chaotique, cynique et brutal. Un monde où les Etats anciennement garants de la paix, défenseurs des droits de l'homme, seront des nains à bout de souffle aux populations épuisées et désabusées, refermées sur elles-mêmes, face à des émergents à la